

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie



**COP 26 SUR LE CLIMAT A GLASGOW
(Royaume-Uni)**

DECLARATION DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Délivrée par

S.E. MBELLA MBELLA

Chef de Délégation

Glasgow (UK), le 09 Novembre 2021

On the occasion of the COP 21 in Paris, the President of the Republic of Cameroon, H.E. Paul BIYA reaffirmed his country's constant determination to work with other partners for the protection of the environment and the fight against the effects of climate change. He then made the following statement:

I quote: “We are here to meet the expectations and hopes of our peoples. So let us show determination and political courage. Yes, let us be bold and wise”. **End of quote.**

This United front that President Paul BIYA strongly advocates is the focus of this historic COP, as this was highlighted during the high-level segment of Heads of State and Government held on 1st and 2nd November 2021. Meanwhile, subsequent negotiations revealed that divergent positions persist.

Despite these differences, the delegation of Cameroon welcomes the consensus that has emerged in order to accelerate innovative scientific and shared research, adapted to the objectives of zero carbon by 2050.

In order to mitigate global warming and reach the limit of 1.5 degrees while gaining growth points without compromising the quality of life of our citizens, the following are the proposals of my country:

I - S'agissant du respect des engagements à la mesure des défis :

Nous relevons premièrement qu'au fil des COP, l'empilement des promesses suivies de peu d'effets a créé des frustrations de nature à décrédibiliser les acteurs majeurs du processus. Le Cameroun considère par conséquent qu'il est urgent d'inverser cette tendance pour soutenir davantage la lutte contre les changements climatiques. Les pays développés et les Partenaires Techniques et Financiers doivent respecter leurs engagements pris tout en envisageant de les revoir à la hausse au regard des prévisions contenues dans le dernier rapport du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC).

Deuxièmement, les 100 Milliards de dollars qui ont été promis et repris comme objectif à atteindre à Paris en 2015 pour accompagner les pays dans cette lutte doivent être mobilisés au risque d'éroder la crédibilité déjà entamée du processus de lutte engagée et de compromettre l'atteinte des résultats.

II - En ce qui concerne les procédures d'accès aux financements

Les difficultés comprennent, la forte dépendance des pays du Sud aux financements extérieurs, la longueur, la complexité et les changements réguliers des procédures d'accès aux ressources financières. A cet effet, le Cameroun propose également ce qui suit :

Primo, les procédures, quel que soit le guichet concerné, doivent être allégées et simplifiées sur une base plus équitable et moins compétitive sans pour autant perdre en objectivité.

Secundo, les intermédiaires et les courtiers entre les guichets de financements et les pays doivent être éliminés au profit des entités nationales accréditées et préalablement capacitées à cet effet.

Tercio, les financements dédiés aux efforts de séquestration des pays qui comme le Cameroun séquestrent beaucoup plus de carbone qu'ils n'émettent des gaz à effet de serre méritent d'être conséquents. Par ailleurs, ils doivent permettre d'une part la mise en place des alternatives équitables et durables au profit des communautés qui dépendent des ressources forestières et d'autre part d'assurer les activités de conservation. La lutte pour contenir la température moyenne de la planète à 1,5°C sera gagnée avec l'onction des Pays du Bassin du Congo réunit au sein de la COMIFAC ou sera perdue.

Quarto, les fonds spécifiques doivent être fléchés vers les initiatives de restauration des paysages et terres dégradées afin de créer de nouvelles niches de séquestration de carbone tout en contribuant à accroître la résilience des sociétés.

III - S'agissant de la correction du déséquilibre entre atténuation et adaptation

1 - Le Cameroun considère qu'il est impératif et urgent de corriger le déséquilibre constaté dans l'affectation des ressources dédiées aux volets atténuation et adaptation (50% pour chacun des volets au lieu de 75% pour l'atténuation et 25% pour l'adaptation comme c'est le cas en ce moment).

2 - Notre pays tient à l'opérationnalisation de l'objectif global en matière d'adaptation, notamment à travers la mise au point d'indicateurs spécifiques pertinents, dédiés non seulement à l'adaptation mais aussi au monitoring de la résilience et de la vulnérabilité des sociétés et des économies.

En somme, sous la Très Haute impulsion de S.E. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, à l'occasion de la révision de Sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN), le Cameroun a confirmé son attachement à cet élan international en faisant passer ses engagements de réduction des Gaz à effet de serre de 32 % à 35%, soit 12 % inconditionnel et 23% conditionnés au soutien de la communauté internationale.

Fidèle à son engagement, notre pays envisage grâce à votre soutien et avec vous, la lutte contre le changement climatique comme une opportunité de développement et non un défi insurmontable. Chaque pays détient l'un des chiffres du code d'accès à cette nouvelle ère où la planète aspire à respirer un nouvel air, un air propre, sans carbone, mais riche en oxygène. Les jeunes générations nous interpellent et nous appellent à plus d'action et non à des vieux pieux.

Je vous remercie de votre bienveillante attention./-